

bre de commerce s'inquiétait de ce que le pouvoir d'achat des 600,000 agriculteurs canadiens diminuait et des conséquences certaines que cela aurait sur l'économie générale du pays.

Tout le monde convient, je crois, que tant que l'agriculture est prospère le reste du pays profite de cette prospérité puisque les cultivateurs sont nos meilleurs consommateurs. Le mouvement ouvrier commence à s'alarmer du déclin du revenu agricole. Les ouvriers savent parfaitement bien que, pour que leurs salaires soient maintenus à leur haut niveau actuel, il faut que le revenu des cultivateurs augmente, autrement, tout le monde en souffrira. Une preuve en est que la Massey-Harris a congédié 200 hommes à Woodstock et Brampton et 800 autres à Toronto. Cela fait 1,000 hommes en tout. Si cette industrie congédie des employés, d'autres en feront autant avant longtemps car la société Massey-Harris est une de nos entreprises importantes.

Jusqu'ici, la population en général n'a pas encore été atteinte. Les cultivateurs sont les seuls qui ne profitent pas de la prospérité actuelle. Je sais que, dans sa réplique, le ministre tentera de nous faire croire que les cultivateurs sont prospères. C'est ce qu'il leur dit depuis trois ans; il n'en reste pas moins que le revenu agricole a fléchi continuellement depuis ce temps en dépit des chiffres que le ministre a cités. Ce fléchissement nuit non seulement au cultivateur mais à la nation tout entière parce qu'un très grand nombre de Canadiens dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Qu'on me permette de donner lecture d'un passage tiré de *Free-Market Farming*; il s'agit d'un article de M. W. M. Curtiss:

Il est avéré qu'on ne saurait résoudre les problèmes agricoles sur le plan politique. Pour accroître le revenu des cultivateurs et relever les prix agricoles, il faut réduire et non pas augmenter le nombre des interventions du gouvernement à l'égard des prix et de la production des denrées agricoles.

Depuis près de trente ans, nous avons mis à l'essai des plans politiques de toutes sortes pour résoudre le problème agricole. Il est temps de recourir à un plan qui, nous le savons, donnera de bons résultats, à un plan qui, depuis près d'un siècle et demi, résiste à l'épreuve du temps, c'est-à-dire au marché libre des produits agricoles.

Je sais qu'il est impossible de relever l'agriculture au moyen de subventions et d'établir ensuite un marché libre; il n'en reste pas moins cependant que, dès qu'un groupe politique intervient dans un domaine commercial, les difficultés commencent. Prenons par exemple l'industrie du fromage. Le gouvernement a tenté de vendre le fromage excédentaire. Qu'est-il arrivé? Le gouvernement n'a pu rien faire. Le produc-

teur de fromage s'est mis à l'œuvre et a vendu lui-même ses propres produits.

Je n'ai pas ici la coupure de journal qui m'a appris cela, mais j'ai lu dernièrement que le ministre a conseillé aux fromagers de soigner le marché national sans se préoccuper de l'Angleterre qui ne ferait qu'abaisser le prix du fromage. J'ai pensé que c'était de la part du ministre un piètre conseil, parce que lorsque le gouvernement a eu la chance de vendre l'excédent de fromage du Canada, le prix de ce produit a continué de baisser au point où le gouvernement n'y pouvait rien. Les fromagers ont pris la chose en main et se sont très bien tirés d'affaire.

Aussitôt cependant, le gouvernement a importé 6 millions de livres de fromage. J'ignore pourquoi il l'a fait, si ce n'est pour décourager simplement le producteur de fromage. Je suis d'avis qu'il faut laisser le producteur de fromage et le cultivateur se débrouiller sans intervenir du tout dans leurs affaires. Ils réussissent mieux seuls et c'est ce qu'ils font depuis des années. Le jeu de l'offre et de la demande rétablira l'équilibre dans l'économie agricole mieux que ne pourrait le faire toute mesure que ce soit.

Prenons, par exemple, l'industrie de la betterave à sucre. Nous avons en Ontario deux betteraveries, l'une à Wallaceburg et l'autre à Chatham. Si les producteurs n'ont pas une certaine superficie ensemencée de betteraves à sucre, les fabriques menacent de fermer leurs portes. Or, le ministre sait aussi bien que moi qu'on ne peut cultiver la betterave à sucre sans aide. La seule façon de produire avec succès des betteraves sucrières c'est d'avoir suffisamment d'aide pour s'en occuper. La diminution de la récolte n'a rien à voir aux prix. Cette diminution résulte de la pénurie de main-d'œuvre pour s'occuper de la récolte; à moins que la situation ne change, les betteraveries devront cesser leur activité. A mon avis, il serait pitoyable que ce secteur de notre industrie agricole abandonne son exploitation.

Un grand nombre de Hollandais immigreront au Canada; il nous en arrive des familles entières. Souvent, ces gens mettent leurs ressources en commun et se lancent dans la culture des betteraves sucrières ou d'autres produits. Étant donné que toute la famille s'occupe de cette activité, ils réussissent à produire de bonnes récoltes; les cultivateurs ordinaires doivent compter sur la main-d'œuvre qu'ils engagent, mais le prix de cette main-d'œuvre est si élevée que les cultivateurs ne peuvent soutenir la concurrence de ces gens. Comme résultat, ils doivent abandonner la culture de la betterave à sucre.

Bon nombre d'immigrants viennent au Canada chaque année mais ils ne restent pas